

Nouvelles des **UTOPIES** en **RÉSISTANCE**

| Juin 2022

Prises en surplomb, les décisions sur le devenir du monde se voient bien trop souvent imposées par une élite économique et politique déconnectée des réalités terrestres, ignorant délibérément l'importance du commun et des équilibres au sein du vivant, au bénéfice du pouvoir et de l'accumulation de profits.

Au cœur des enjeux démocratiques et de la défense de nos milieux de vie, l'**autodétermination** est essentielle pour **reconstruire nos autonomies** et rompre avec ces logiques de dominations. Elle implique de pouvoir décider collectivement, à travers des choix consentis et pensés ensemble, du devenir des territoires pour qu'advienne l'épanouissement de la communauté humaine et du vivant, loin de l'hybris de la toute-puissance. Au quatre coins du monde, des alternatives radicales démocratiques, écologiques et solidaires prennent déjà vie. Les habitant·es de la Terre s'y **réapproprient leur puissance d'agir** sans plus la déléguer et réinventent des manières d'habiter leurs territoires qui valorisent et prennent soin des relations.

A travers les "**Nouvelles des utopies en résistance**", la Fondation Danielle Mitterrand propose de mettre en lumière la diversité et la puissance de ces alternatives pour participer à tisser un maillage entre ces utopies "concrètes" et toutes les luttes qui se soulèvent pour qu'adviennent justice sociale, démocratie réelle et soin pour les vivant·es.

UTOPIES_{cn}
RESISTANCE



DANS LA MEUSE, UN COLLECTIF DE MARAICHÈRES EN RÉSISTANCE

A l'est de la France, dans le département de la Meuse, la coopérative agricole « Les Semeuses » développe **ses activités de maraichage** sur les terres directement menacées par le projet nucléaire CIGEO. Mis en œuvre par l'Agence Nationale pour la

gestion des déchets radioactifs (ANDRA), ce projet prévoit l'enfouissement à 500m sous terre des déchets nucléaires les plus dangereux.

Face aux risques de voir s'étendre un désert nucléaire dans ce territoire rural jugé « sacrificable » au profit d'une industrie moribonde, les Semeuses secouent les idées reçues et revitalisent le territoire. Mobilisées au sein des réseaux de **lutte antinucléaire**, elles informent et sensibilisent sur les avancées du projet et dénoncent la sécurisation croissante des espaces et la répression des opposant-es. Tandis que le projet CIGEO continue d'avancer, les Semeuses œuvrent pour construire **une alternative solidaire et écologique**, comme contre-modèle à ces logiques prédatrices et anti-démocratiques.

DECOUVRIR L'UTOPIE



BÂTISSEURS ET BÂTISSEUSES D'UTOPIES

LE SÛKA JÎN

Dans la région autonome du Nord et de l'Est de la Syrie, le marché coopératif du *Sûka Jîn* réunit quatorze femmes qui s'engagent sur le chemin de l'autonomie grâce à leurs activités de vente. Dans ces portraits croisés, elles nous partagent leurs histoires et les perspectives d'avenir qui s'ouvrent à elles.

ECOUTER LE PODCAST



La Centrale Electrique de l'Ouest Guyanais (CEOG) : un cas emblématique de conflit d'usage sur les terres

Les habitants d'Atopo Wepe interpellent sur ces aspects environnementaux mais se positionnent surtout sur son emplacement. Les alentours nord sont convoités depuis des années pour pouvoir s'y étendre à mesure que le village grandira, y installer de nouveaux abattis (agriculture en forêt), continuer à chasser, etc. L'installation de la centrale à l'endroit prévu à ce stade enlève ainsi la possibilité au village de s'étendre sur plusieurs hectares non négligeables et participe à son encerclement puisqu'au sud il y a la route, au nord-ouest des cultures et qu'au nord-est il y aurait la centrale. Surtout, il s'agit d'un territoire extrêmement proche du village où les habitants vont chasser notamment et qui leur permet d'accéder à la crique Saint-Anne aisément. Ce sont ainsi en prévision des détours pour accéder à certains endroits et des lieux en moins pour les pratiques de chasse et cueillette. Avec ces futurs hectares grillagés et déforestés, impactant très probablement les hectares alentours par effet de ricochet, c'est leur milieu de vie qui va en partie être modifié.

Les habitants du village et leurs soutiens s'insurgent aussi de voir la vitesse avec laquelle les projets industriels voient leurs demandes foncières validées alors que celles des villages autochtones sont bien souvent bloquées depuis des années ou se retrouvent acceptées tout en étant largement revues à la baisse. En l'occurrence, les demandes formulées à l'oral par le Yopoto du village à plusieurs reprises depuis plusieurs années ont été passées à l'écrit via une demande officielle à la préfecture de concession de 5 000 hectares et de zone de droit d'usage collectif (ZDUC) de 32 000 hectares le 10 octobre 2019. Le 1er décembre 2021 la préfecture donnait un avis favorable à la demande émise par le village Wepe mais en diminuant considérablement le nombre d'hectares : au lieu des 5 000 hectares de concession, ce sont 530 hectares qui ont été accordés et au lieu des 32 000 hectares en ZDUC ce sont 3 816 hectares.

Ces contraintes que la centrale amène sur les villageois sont d'autant plus difficiles à accepter pour les villageois que le projet pourrait se faire à d'autres endroits avec beaucoup moins d'impacts. Dans cette vidéo du média Chronique du Maroni prise lors de la rencontre à Atopo Wepe des villageois avec les industriels le 21 octobre 2019, on entend une habitante s'indigner du choix du lieu d'implantation : « *Pourquoi vous avez pris ici, où il y a des amérindiens ? Pourquoi vous n'avez pas cherché autre part ? Où il n'y a personne. Mais ici ce sont les amérindiens qui sont là depuis des années. Mais c'est vous qui venez chaque fois dégager les amérindiens. Pourquoi c'est toujours la même chose ? C'est hors de question. [...] Vous pouvez déplacer votre affaire ailleurs !* ».

CONTINUER A LIRE

« SE METAMORPHOSER »

Mettre en commun de nouveaux récits d'avenir, réhabiliter nos organismes et nos milieux de vie, transformer nos manières d'être au monde ou encore affûter nos intelligences et nos sensibilités, pour tout cela, **l'art et la création** peuvent être de puissantes passerelles !

Au cœur de villes asphyxiées sous le béton, les parcs, friches et jardins collectifs, poumons verts, refuges de biodiversité et lieux de liens humains, se voient menacés par les **folies aménagistes**. Dans ces expansions effrénées qui cèdent facilement aux appels du profit, des quartiers entiers sont confrontés à des transformations forcées.

Du jardin des Vertus à Aubervilliers à celui des Vaîtres à Besançon ; des terres défendues à Gonesse et Saclay, au parc Georges Valbon à la Courneuve et jusqu'au quartier des Lentillères à Dijon des habitant-es luttent pour **défendre** ces espaces et **leur diversité biologique** tout en dénonçant l'accentuation des **injustices sociales** et **environnementales** que ces aménagements provoquent.



L'art engagé d'Elsa Leydier soutient ces résistances ! Par la découpe dans le dossier de candidature des **44 silhouettes d'espèces** menacées par les travaux des Jeux olympiques 2024 dans le parc Georges-Valbon, elle rend visibles ces êtres vivants dont les volontés d'artificialisation font abstraction. **Leur présence vient briser et déstructurer les bases du projet** et en souligne les manquements essentiels !

A travers cette démarche, l'écho des revendications résonne : les usager-es de ces parcs, celles et ceux qui prennent soin de ces jardins doivent pouvoir faire **entendre leurs voix** et **porter celles des autres êtres vivants** lors des choix qui modèlent le devenir de ces territoires



Pour soutenir ces utopies résistantes

FAIRE UN DON

Pour plus d'informations, vous pouvez nous écrire à utopies@france-libertes.fr



Suivez-nous sur les réseaux sociaux



Cet email a été envoyé à {{contact.EMAIL}}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur la Fondation Danielle Mitterrand.

[Se désinscrire](#)

© 2022 Fondation Danielle Mitterrand